



FICHE PAYS – JANVIER 2024

# Afrique du Sud



## Points essentiels:

- 2<sup>ème</sup> économie sur le continent africain après le Nigéria et avant l'Egypte ;
- Avec l'ambition de corriger les inégalités provoquées pendant le régime de l'Apartheid, l'Afrique du Sud a mis en place une politique de discrimination positive dite de «Broad-Based Black Economic Empowerment» (B-BBEE). Elle vise à renforcer l'intégration de la population marginalisée grâce à un système de points que toutes les entreprises doivent *de facto* respecter, sans quoi elles se voient exclues d'opportunités d'affaires (par ex. marchés publics) ;
- Unique pays africain avec lequel la Suisse entretient une Commission économique mixte ;
- Déficit commercial traditionnel de la Suisse avec l'Afrique du Sud – en cause: importations d'or élevées ;
- Accord de protection des investissements avec la Suisse en vigueur depuis 1997 a été dénoncé en 2013 par l'Afrique du Sud.

# 1. Informations sur le pays<sup>1</sup>

## 1.1 Informations générales

	Afrique du Sud	Suisse
Surface (km <sup>2</sup> )	1'219'090 (30x CH)	41'290
Monnaie	Rand (ZAR)	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 25.01.2024)	21.8 ZAR →	1 CHF
Population (2023)	61.5 Mio. (+1.8%)	8.6 Mio. (+0.7%)
Nombre de suisses en Afrique du Sud	7'854 (2022)	--
Nombre de sud-africains en Suisse	--	2'055 (11.2023)

## 1.2 Rankings<sup>2</sup>

	Afrique du Sud	Suisse
<a href="#">Index of Economic Freedom (2023)</a>	116/180 (-4)	2/180 (+0)
<a href="#">Corruption Perception Index (2022)</a>	72/180 (-2)	7/180 (+0)
<a href="#">Human Development Index (2021)</a>	109/189 (+4)	1/189 (+1)
<a href="#">Global Innovation Index (2023)</a>	59/129 (+2)	1/129 (+0)

## 1.3 Composition du gouvernement

Président	Cyril RAMAPHOSA (ANC, depuis 02.2018)
Vice-Président	David MABUZA (ANC, depuis 02.2018)
Ministre du commerce et de l'industrie	Ebrahim PATEL (ANC, depuis 05.2019)
Ministre des finances	Enoch GODONGWANA (ANC, depuis 08.2021)
Ministre des hautes études et de la formation	Blade NZIMANDE (ANC, depuis 05.2019)
Ministre des relations internationales	Grace PANDOR (ANC, depuis 05.2019)
Ministre de l'électricité	Kgosientso RAMOKGOPA (ANC, depuis 7.03.2023)
Gouverneur de la Banque centrale	Lesetja KGANYAGO (depuis 11.2014)

Prochaines élections présidentielles	2024
--------------------------------------	------

<sup>1</sup> World Bank Data.

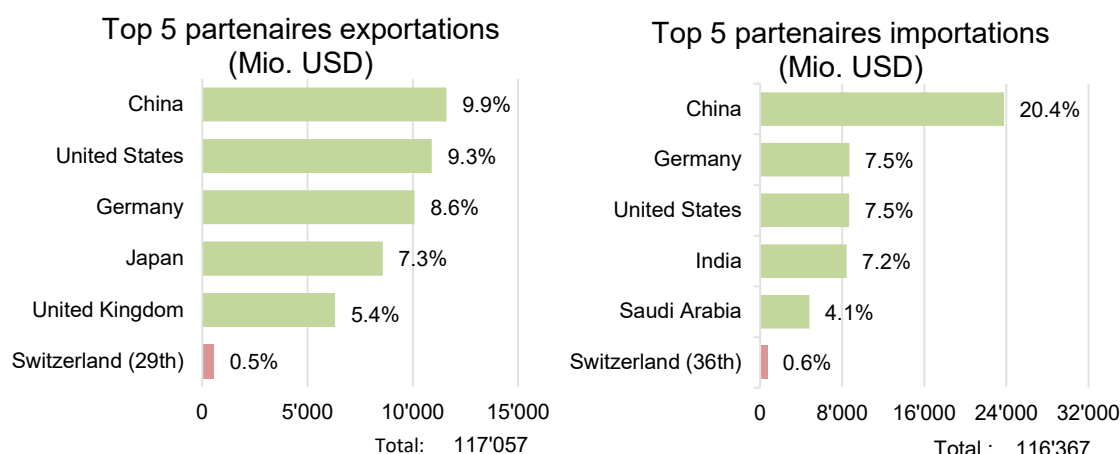
<sup>2</sup> Interprétation: Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente).

## 2. Statistiques économiques

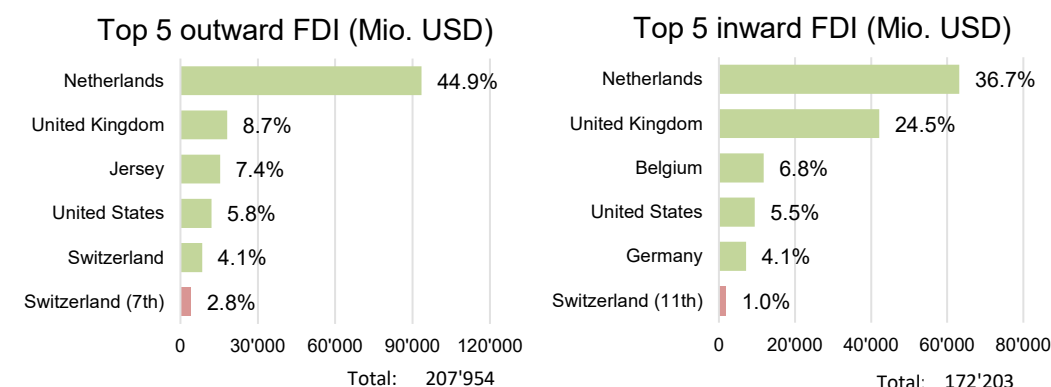
### Indicateurs macroéconomiques<sup>3</sup>

Afrique du Sud				
	2021	2022	2023	2024
<b>Croissance du PIB (%)</b>	4.7	1.9	0.9	1.8
<b>PIB (USD Mrd.)</b>	420	405	380	401
<b>PIB/habitant (USD)</b>	6'983	6'684	6'190	6'426
<b>Inflation (%)</b>	4.6	6.9	5.8	4.8
<b>Chômage (%)</b>	34.3	33.5	32.8	32.8
<b>Solde budgétaire (% du BIP)</b>	-5.5	-4.7	-6.4	-6.5
<b>Dette publique (nette) (% du BIP)</b>	68.8	71.1	73.7	75.8
<b>Compte courant (% du BIP)</b>	3.7	-0.5	-2.5	-2.8

### Commerce extérieur sud-africain 2022<sup>4</sup>



### Investissements directs étrangers (IDE) 2022<sup>5</sup>



<sup>3</sup> IMF: [World Economic Outlook Data Base](#), October 2023. Cellules ombragées sont des estimations/projections.

<sup>4</sup> [Direction of trade statistics \(DOTS\)](#), January 2024.

<sup>5</sup> [Coordinated Direct Investment Survey \(CDIS\)](#), January 2024.

### 3. Situation économique<sup>6</sup>

#### 3.1 Structure de l'économie (top 3, % du PIB)<sup>7</sup>

Membre du G20, l'**Afrique du Sud est l'économie la plus développée du continent africain**. Le pays dispose d'une industrie importante, d'un vaste secteur minier (or, platine, chrome, manganèse), d'une agriculture productive et d'un secteur touristique développé. Ses industries extractives ont toujours joué un rôle clé attirant de nombreux investisseurs étrangers. De plus, l'infrastructure bien développée est frappante par rapport aux autres pays africains. L'Afrique du Sud est d'ailleurs considérée comme un site pour une entrée sur le marché à l'échelle africaine. Mais dans un passé récent, les orientations de la politique économique du gouvernement ont parfois découragé les investisseurs.

Rang	Secteurs	2015	2020
1	Primary sector	0.2	0.5
2	Manufacturing sector	0.3	16.9
3	Services	1.7	3.3
	- of which public services	0.9	0.7

#### 3.2 Politique économique

##### *Information générale*

Avec la fin de l'apartheid, l'African National Congress (ANC) – le parti de Nelson Mandela – est arrivé au pouvoir en 1994 et fournit depuis lors les présidents de la république d'Afrique du Sud. Le ANC était le plus grand promoteur d'une transition apaisée du système de l'apartheid vers un état démocratique orienté vers l'égalité. En même temps, la politique économique sud-africaine a eu pour priorité de renforcer la participation économique des populations marginalisées. Dans ce cadre, des **politiques de subvention et de discrimination positive** sont mises en œuvre. Les mesures de politique économique à prendre à cet effet font également l'objet de débats au sein de l'ANC. S'ajoute à cela une lutte interne entre deux factions du l'ANC, fait rage sur le plan économique : l'une (proche de l'ancien président Zuma) vise à fondamentalement changer la structure de l'économie favorisant le transfert de ressources vers la majorité «black» ; l'autre menée par l'**actuel président Cyril Ramaphosa**, défend une version plus modérée visant à promouvoir une croissance tirée par le secteur privé. Les conflits internes freinent considérablement les efforts de réformes économiques nécessaires. Pour redynamiser l'économie au sortir de la crise sanitaire, le gouvernement de Ramaphosa mise sur le *Economic Reconstruction and Recovery* plan. Ce plan, qui a été mis sur pieds en collaboration avec le secteur privé, se concentre principalement sur la création d'emplois, les infrastructures, l'énergie et la stimulation de la croissance industrielle. Actuellement, le pays est confronté à une crise énergétique grave. Eskom SOC Ltd, la compagnie d'électricité publique du pays, se trouve dans une situation de détresse financière et d'endettement grave. Les interruptions continues de l'approvisionnement en électricité étouffent l'activité économique tout en contribuant à l'augmentation des coûts de l'énergie pour les entreprises et les ménages. Une certaine amélioration est à noter après la réactivation de centrales à charbon, mais le problème persiste. Le Président a notamment nommé un Ministre pour l'électricité pour spécifiquement adresser ce problème.

##### *Politique budgétaire/fiscale*

De manière générale, le faible niveau de croissance dans la dernière décennie, couplé à des fuites de revenus fiscaux, à une dette toujours en hausse et aux dépenses en conséquence de la crise sanitaire n'ont que contribué à limiter la marge de manœuvre fiscale du pays. Les garanties accordées aux entreprises d'Etat mal gérées ont également mis en difficulté les finances de l'Etat. La **dette publique a en conséquence passablement augmenté** ces dernières années.

<sup>6</sup> IMF *Article IV Consultation* / Rapport économique 2023 de l'Ambassade de Suisse à Pretoria.

<sup>7</sup> [Statistics South Africa](https://www.stat.gov.za/).

---

La politique budgétaire à moyen terme est axée sur la réduction du déficit budgétaire et la stabilisation du ratio dette/PIB. Pour soutenir cette consolidation, le gouvernement utilisera une partie des recettes fiscales plus élevées que prévu pour réduire le déficit tout en augmentant les dépenses hors intérêts pour soutenir la croissance économique, la création d'emplois et la protection sociale.

---

#### *Politique monétaire*

La Banque de réserve sud-africaine (SARB), indépendante du gouvernement, mène une politique monétaire d'*inflation targeting* depuis 2000 afin de **maintenir la stabilité des prix** dans la fourchette de 3 à 5 % (objectif plus ou moins été atteint jusqu'à présent). Avec les pressions inflationnistes actuelles, le taux d'intérêt est régulièrement revu à la hausse (actuellement à 8.25%, contre 4.75% en novembre 2021). Les premières réductions du taux d'intérêt ne sont pas attendues avant le milieu de 2024.

---

#### *Politique économique extérieure*

Comparativement aux autres pays africains, l'économie sud-africaine est relativement **ouverte** et possède une capacité d'**innovation** intéressante. Le pays reçoit ainsi une grande partie des investissements étrangers en direction de l'Afrique et est également le principal investisseur intra-africain.

Longtemps considéré par les investisseurs étrangers comme étant le hub économique du continent, l'Afrique du Sud tente de renforcer son leadership sur le continent africain, notamment par son **implication dans l'Union africaine (UA)**, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le BRICS et le G20, ainsi que dans l'ONU. L'Afrique du Sud est notamment le seul pays africain à être membre du BRICS (depuis 2010) et du G20. L'Afrique du Sud a signé et ratifié (février 2019) l'accord-cadre pour l'établissement du African Continental Free Trade Area (**AfCFTA**). L'Afrique du Sud est un **membre important de l'OMC**. Elle s'efforce d'exercer activement son influence et participe aussi aux réunions ministérielles informelles. D'une manière générale, l'Afrique du Sud est actuellement plutôt un frein à l'OMC. Avant tout, le pays veut conserver la possibilité de promouvoir le développement de son économie nationale.

### **3.3 Conjoncture économique**

Durant la dernière décennie, la croissance économique sud-africaine est restée très faible, ne permettant pas au pays d'adresser les défis structurels de longue date comme les inégalités la pauvreté et le chômage. La crise sanitaire a ainsi impacté une économie vulnérable, ayant comme résultat une récession à hauteur de -6.3% en 2020. Bien que la croissance ait rebondi à 4.9% en 2021, elle a ralenti en 2022 à 1.9% et a maintenu cette tendance en 2023 avec une croissance de 0.9% selon le FMI. Malgré des attentes élevées du marché pour des réformes structurelles de l'économie, l'économie sud-africaine peine à redécoller en raison d'une mise en œuvre difficile des réformes et d'une incertitude politique persistante. Le pays a un **taux de chômage particulièrement haut** et stable (autour de 30% depuis plusieurs années). L'Afrique du Sud vise un taux de chômage à 6% d'ici 2030, objectif peu réaliste au vu de la faible croissance que connaît le pays depuis plusieurs années et des conséquences macroéconomiques de la pandémie et de la guerre en Ukraine.

## 4. Relations économiques bilatérales

### 4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
<a href="#">Accord de libre-échange (ALE)</a>	Modernisation	01.05.2008
<a href="#">Accord contre la double-imposition (CDI)</a>	En vigueur	27.01.2009
<a href="#">Accord de protection des investissements (API)</a>	Dénoncé	30.10.2014
<a href="#">Echange automatique de renseignements</a>	En vigueur	01.01.2018
<a href="#">Accord sur le transport aérien</a>	En vigueur	07.12.2007

### Commentaires

*API* API en vigueur depuis le 29.11.1997. Le 30 octobre 2013, la Suisse a été informée de la dénonciation de l'API par l'Afrique du Sud. L'accord a donc expiré 12 mois plus tard, le 30 octobre 2014. Les investissements réalisés avant l'expiration de l'accord resteront protégés pendant vingt ans supplémentaires (c'est-à-dire jusqu'au 30 octobre 2034) selon les dispositions de l'API.

*ALE* Des négociations entre les Etats de l'AELE et les Etats de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU : Afrique du Sud, Botswana, Eswatini, Lesotho, Namibie) sont en cours en vue d'une modernisation de l'accord de libre-échange.

### 4.2 Présence institutionnelle

#### En Afrique du Sud :

- [Swiss Business Hub \(SBH\) Southern Africa](#)
- [Chapter der SwissCham Southern Africa \(SAC\)](#), Sandton/Johannesburg
- [Swiss Import Promotion Programme \(SIPPO\)](#)

#### En Suisse :

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [SwissCham Southern Africa \(SCSA\)](#)
- [Swisscham-Africa](#)
- [Swiss-African Business Circle \(SABC\)](#)

### 4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)<sup>8</sup>



**6.2 milliards**  
Commerce (CHF),  
Total 2

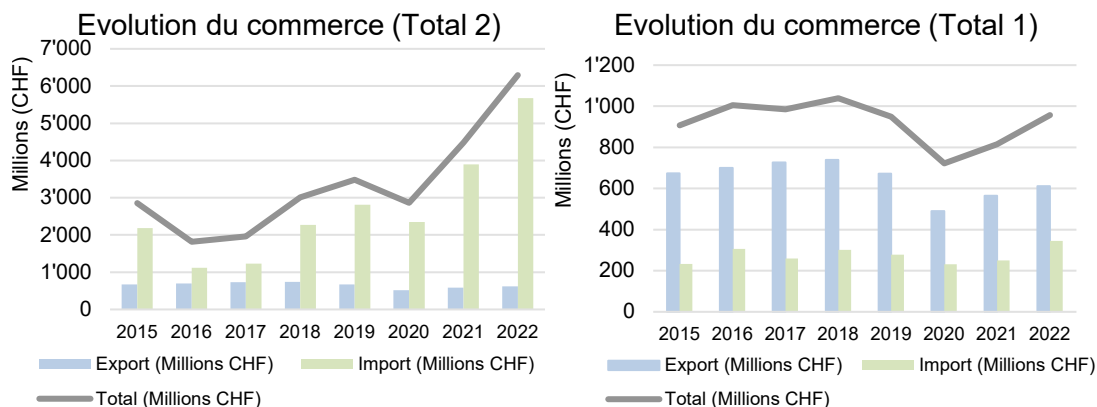


**1.8%**  
Part mondiale,  
Total 2



**Nr.20**  
Partenaire commercial,  
Total 2

#### Evolution du commerce bilatéral

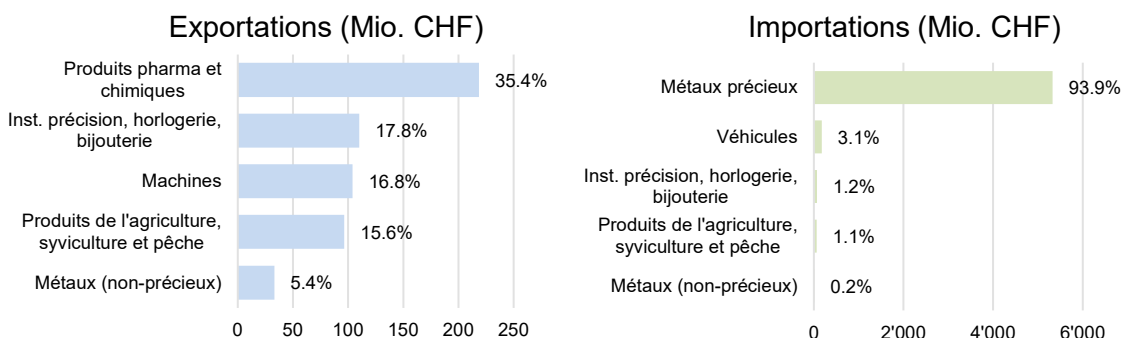


	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
<b>2020</b>	515	-23.5	2347	-16.6	-1832	2862	-17.9
<b>2021</b>	587	13.8	3892	65.8	-3306	4479	56.5
<b>2022</b>	618	5.4	5675	45.8	-5057	6293	40.5
<b>2023 (I-XI)</b>	549	-4.1	3584	-34.2	-3035	4133	-31.3
<b>(Total 1)**</b>	612	8.3	345	38.0	267	956	17.4

\*) Chiffres provisoires

\*\*) Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

#### Composition du commerce bilatéral (2022, Total 2)



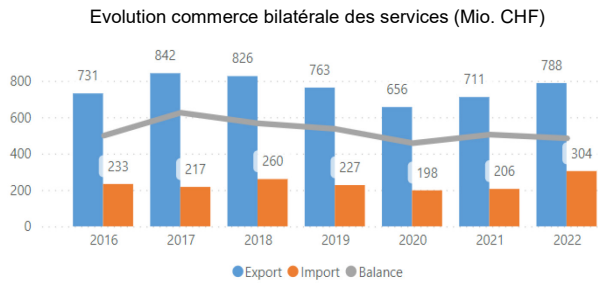
#### Commentaires

L'Afrique du Sud est le **1<sup>er</sup> partenaire économique de la Suisse sur le continent africain**. (28% des échanges commerciaux entre la Suisse et l'Afrique). L'augmentation marquée du commerce bilatéral depuis 2020 est à mettre au titre de fortes augmentations des importations (+65% et +46%), plus spécifiquement d'or. En 2022, **94% des importations** étaient composées de **métaux précieux**, principalement d'or, de platine et de diamants. La Suisse a traditionnellement une balance commerciale négative vis-à-vis de l'Afrique du Sud. 2023 devrait être marquée par une baisse substantielle du commerce bilatéral à mettre sur le compte d'importations d'or en nette baisse par rapport à 2022.

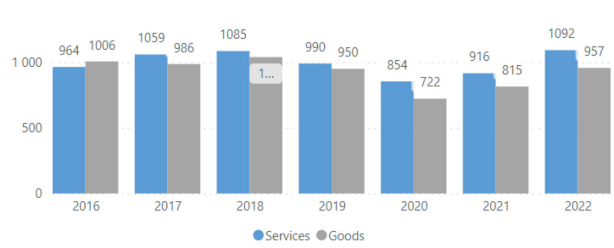
<sup>8</sup> Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

## 4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)<sup>9</sup>

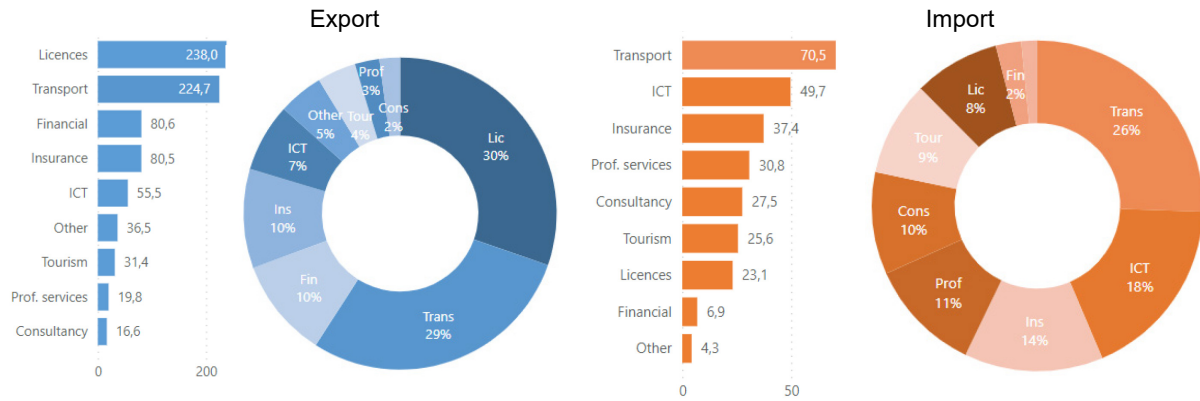
### Commerce bilatéral des services (Mio. CHF)



Comparaison commerce des services et des biens (Mio. CHF)



### Commerce bilatéral des services par secteur 2022 (Mio. CHF)

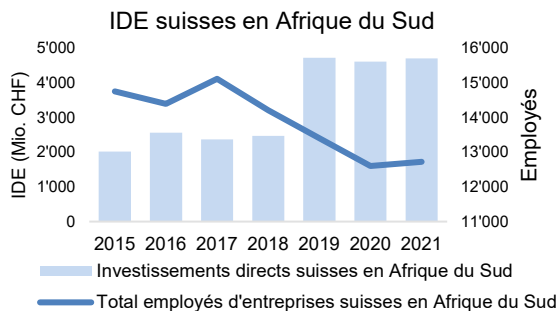


### Commentaires

Les recettes liées aux exportations de services vers l’Afrique du Sud, qui sont presque trois fois plus élevées que les dépenses, sont principalement composées de services liés au transport, à l’information et la technologie et aux licences. Les dépenses en service sont aussi variées, surtout de transport, d’informatique et d’assurance.

## 4.5 Investissements directs (perspective suisse)<sup>10</sup>

### Investissements directs étrangers (IDE) (Mio. CHF)



### Commentaires

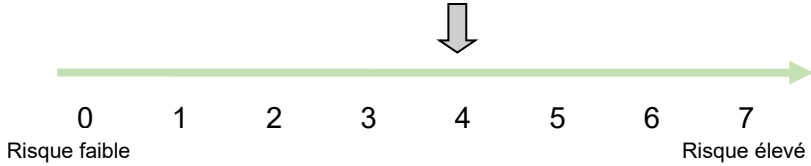
A travers la centaine d’entreprises suisses présentes en Afrique du Sud, la Suisse figure parmi les 10 plus importants investisseurs en Afrique du Sud. Selon les statistiques de la BNS, les entreprises suisses employaient 12’727 personnes en Afrique du Sud à la fin de l’année 2021 (contre 12’604 fin 2020). Selon les estimations de l’Ambassade suisse à Pretoria, la réalité se situerait plutôt au-dessus des 50’000 personnes.

<sup>9</sup> Banque Nationale Suisse.

<sup>10</sup> Banque Nationale Suisse, Bundesamt für Statistik.



**4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)<sup>11</sup>**



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

**4.7 Coopération au développement**

Currently active Swiss development agencies in South Africa:

- SECO-WE (priority country)

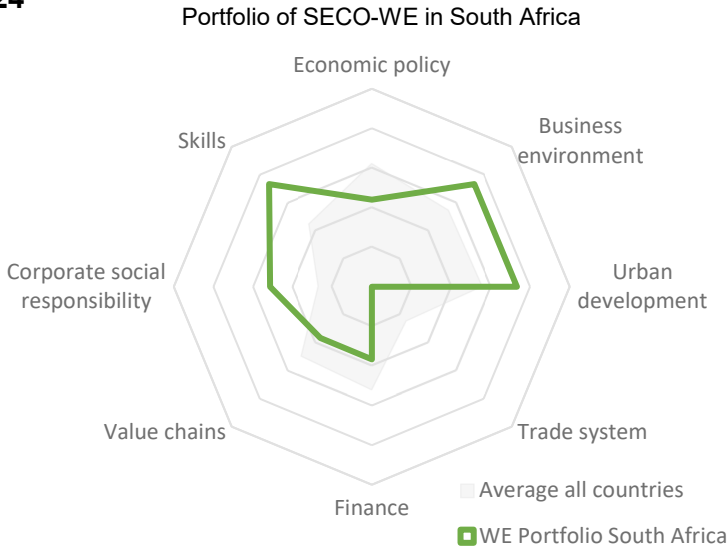
The Swiss governmental development agencies do not only coordinate their development cooperation efforts between themselves, but also cooperate with multilateral institutions, the private sector, the development finance institution of the Swiss Confederation (SIFEM), academia as well as NGOs, and streamline their efforts with them. Current minimum commitments in South Africa are visible on the top right.

**Economic cooperation and development by SECO-WE**

**Cooperation Programme 2021-2024**

Switzerland and South Africa cooperate to **support a competitive economy** that will enable sustainable growth. The cooperation programme will mainly focus on the two thematic priorities in the table below, which will in turn **contribute to the creation of investment opportunities, valuable skills, better jobs, and economic and climate resilience.**

As of January 2021, around **31 projects** are active in South Africa. The full project list can be consulted [here](#).



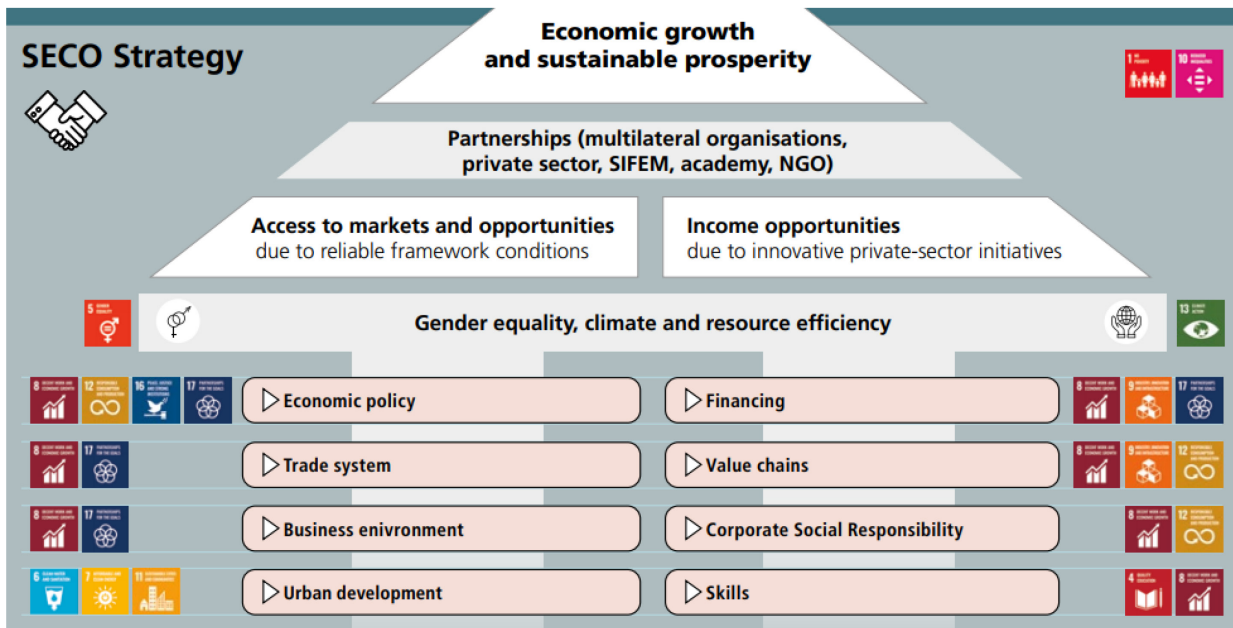
The relative importance of the eight business lines in **SECO-WE's** cooperation programme in South Africa.

<p><b>I: Promoting a viable and resource-efficient private sector</b></p>	<p><b>II: Establishing favourable economic framework conditions to attract business and investments</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Supporting market oriented skills</li> <li>• Addressing climate change and resource efficiency</li> <li>• Promoting the integration in value chains</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assisting growth-promoting economic policy</li> <li>• Fostering an innovation-friendly business environment</li> </ul>

<sup>11</sup> [SERV](#).

Facts and figures	Results achieved
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Economic development cooperation of SECO with South Africa since 1996</li> <li>• Dedicated SECO cooperation programme since 2009</li> <li>• Framework Agreement on Development Cooperation in force since 18.03.2014</li> <li>• SECO's programmes for economic cooperation and development are renewed every four years</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Eight cities improved their doing business environment with over ten streamlined procedures implemented in getting electricity, construction permits and property rights. Overall consumer savings is estimated at USD 6 million.</li> <li>• Long term financial planning improved in at least three cities, with revenue enhancement diagnostics completed for eight cities</li> <li>• Key financial sector reforms, i.e. the new Financial Sector Regulation Act, a sound deposit insurance system established and tiered licensing framework for the banking sector developed.</li> <li>• 40'571MWh/year energy, 1'437'198 m<sup>3</sup>/year water and 33'350 tons CO<sub>2</sub> emissions saved in EDGE certified buildings; a further 5.45 million kWh/year savings in energy efficient street lighting.</li> </ul>

SECO-WE's overall strategy and Business Lines:



[SECO-WE's overall strategy](#), with economic growth and sustainable prosperity as the overarching goal, and the target outcomes and business lines.

#### 4.8 Dernières visites (depuis 2010, liste non-exhaustive)

2023 (08.03 – 9.03)	10 <sup>ème</sup> commission économique Suisse – Afrique du Sud, Le Cap
2022 (05.7 – 08.7)	Mission économique et scientifique du CF Guy Parmelin en Afrique du Sud
2020 (11.11)	Neunte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz-Südafrika, virtuell
2020 (23.1)	Rencontre entre le CF Guy Parmelin et le Ministre sud-africain du Commerce et de l'industrie Ebrahim Patel, en marge du WEF à Davos
2019 (21.3)	Rencontre entre une délégation du SECO menée par l'Ambassadeur Erwin Bollinger et une délégation du Department of Trade and Industry.
2019 (22.1)	Rencontre entre le CF Guy Parmelin et le Ministre sud-africain du Commerce et de l'industrie M. Rob Davies, en marge du WEF de Davos
2019 (10-11.01)	Visite de travail du CF Ignazio Cassis en Afrique du Sud, avec participation du SECO dans la délégation officielle (Ambassadeur Erwin Bollinger)
2018 (15.6)	Achte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz-Südafrika in Pretoria
2017 (8.5)	Siebte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz-Südafrika in Bern
2016 (19.-22.9.)	Wirtschaftsmission von StS Ineichen-Fleisch nach Südafrika mit Privatdelegation
2015 (1.12.)	Sechste Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz-Südafrika in Pretoria
2014 (18.9.)	Fünfte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz - Südafrika in Bern
2014 (16.9)	Bilaterales Treffen zwischen StS M.-G. Ineichen-Fleisch und Elizabeth Thabethe, Vizeministerin für Small Business Development in Zürich
2014 (22.-26.1)	Bilaterales Treffen zwischen BR J.N Schneider-Amman und Derek Hanekom, südafrikanischer Minister für Wissenschaft und Technologie am Rande des WEF.
2013 (4.-8.9.)	Offizielle Mission von BR J.N. Schneider-Ammann im Bereich Wirtschaft, Wissenschaft, Forschung und Innovation nach Südafrika Vierte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz - Südafrika in Pretoria
2012 (21.6.)	Bilaterales Treffen von BR J. N. Schneider-Ammann mit dem südafrikanischen Handels- und Industrieminister Rob Davies in Bern. Bilaterales Treffen von BR D. Burkhalter mit Minister Rob Davies während des SWISSMEM-Industrietages in Zürich. Dritte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz - Südafrika in Zürich
2012 (25.-28.1.)	Bilaterales Treffen von BR J. N. Schneider-Ammann mit dem südafrikanischen Handels- und Industrieminister Rob Davies am Rande des WEF, Davos
2010 (Juni)	Reise von BP D. Leuthard an die Fussball-WM 2010
2010 (30.3.-1.4.)	Mission StS Jean-Daniel Gerber nach Südafrika. Zweite Sitzung des bilateralen Gemischten Wirtschaftskomitees Schweiz - Südafrika in Pretoria
2010 (27.-31.1.)	Treffen von BP D. Leuthard mit dem südafrikanischen Präsidenten Jacob Zuma am Rande des WEF in Davos